

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 18 mars 2021
(Convocation du 10 mars 2021)

Aujourd'hui, le dix-huit mars deux mille vingt et un à 10h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Madame Céline SALLES

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	30
• Voix	193
Pouvoirs	
• Nombre	2
• Voix	15
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	32
• Voix	208
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents en visioconférence :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Céline SALLES, Christophe TERRAIN, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Xavier LAGRAVE, Yves LAHOUN, Jean ARRIUBERGE, Patrick CHASSERIAUD, Bernard SOUDAR
- Pour les Régions membres : Monsieur Andde SAINTE-MARIE
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Bernard KRZYNSKI
- Pour les communautés de communes membres : Messieurs Philippe BRETHERS, Pierre LAJUS, Philippe BARON, Philippe CASTETS, Jean-Marc LESCOUTE, Denis LANUSSE, Pierre CAZERES, Jean-Pierre REMY, Laurent NOLIBOIS, Jean-Emmanuel DARGELOS, Francis BETBEDER
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Michel CHANUT, Christian DUCOS, Jean-Jacques DANE, Bernard LABADIE, Daniel ARRIBERE

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Madame Dominique DEGOS
- Pour les communautés de communes membres : Madame Pascale REQUENNA

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Messieurs Jean GUILHAS, Bernard POUBLAN, Bernard VERDIER, Gérard CASTET, Francis DUPOUEY, Charles PELANNE, Thierry CARRERE
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Philippe CASTEL
- Pour les communautés de communes membres : Mesdames et Messieurs Isabelle CAZALIS, Christine FOURNADET, Philippe LATRY, Michel CUYAUBE, Didier GAUGEACQ, Jean-Michel LE BIHAN, Christophe PUGNETTI, Jean-Yves ARRESTAT, Patrick MAUNAS
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Didier SAKELLARIDES, Michel BAREYT, Antoine LEQUERTIER, Bernard LOUGAROT

Secrétaire de séance : Madame Christiane AUTIGEON



OBJET : Ressources humaines / Ressource - PTGE Douze : recrutement d'une stagiaire pour l'état des lieux de la qualité des eaux sur le bassin versant de la Douze (32-40) et problématique des cyanobactéries sur les réservoirs de l'Institution Adour

Exposé des motifs :

Il est proposé un stage d'une durée de 5 mois à Hind EL HARJANI, étudiante en Master 1 STAAE (sciences et technologies de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement) « QUALITÉ DES MILIEUX AQUATIQUES », à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour / campus d'Anglet. De par son cursus et sa formation en analyses physico-chimiques et bio-environnementales, un double sujet est proposé.

➤ 1^{er} volet du stage : participation au diagnostic du PTGE Douze :

Ce stage s'inscrit dans le cadre du lancement de la démarche de l'élaboration du projet de territoire, démarche de co-construction sur la gestion de l'eau du bassin versant de la Douze (situé sur les départements du Gers et des Landes). Le projet de territoire de la Douze devrait être initié au cours du 1^{er} semestre 2021, avec une animation et un portage de la démarche par l'Institution Adour. L'objet du stage est de contribuer au diagnostic préalable sur le volet qualité des eaux (physico-chimique et écologique).

A partir de la collecte de données auprès de différents partenaires et fournisseurs (dont l'agence de l'eau Adour-Garonne, les services de l'IA, ...), la stagiaire aura pour objectif la mise en forme, valorisation et interprétation :

- Données de la qualité écologique et de la qualité chimique des cours d'eau, qualité des eaux des lacs, qualité des eaux des masses d'eau souterraines, pressions, objectifs d'atteinte du bon état ;
- Rejets, notamment assainissement collectif et individuel, industriels (une étude portant sur l'impact potentiel des piscicultures est en cours, portée par l'IA) ;
- Occupation du bassin versant et pollutions diffuses, érosion des sols.

A partir de ces éléments, la stagiaire devra élaborer des fiches de synthèse sur chaque problématique, fiches qui seront utilisées pour le diagnostic du projet de territoire. Une restitution sous système d'information géographique (SIG) pourra également être réalisée.

La nature des données à collecter et valoriser pourra être amendée en cours de stage, en fonction de la disponibilité et des connaissances acquises sur le bassin versant.

➤ 2^{ème} volet du stage : problématique des cyanobactéries sur les lacs de l'Institution Adour :

Par ailleurs, l'Institution Adour est propriétaire de 22 réservoirs de soutien d'étiage sur le bassin de l'Adour, réservoirs impactés chaque année par la présence de cyanobactéries, engendrant des contraintes et des restrictions au niveau des usages présents sur les sites.

Les missions confiées à la stagiaire seront :

- Bancarisation et valorisation des données issues des suivis/analyses réalisés par l'IA sur les lacs chaque année : fiche de synthèse pour chaque lac ;
- Synthèse bibliographique ;
- Elaboration de fiches pratiques à destination des mairies et des partenaires usagers (fédérations de pêche, ...) expliquant ce qu'est une cyanobactérie, les risques engendrés, fiche terrain de suivi et d'observation ;
- Appui à l'organisation de rencontres d'information thématiques auprès des partenaires locaux (mairies, usagers).

D'une durée totale de 5 mois, le stage se déroulera du 29 mars 2021 au 27 août 2021 à temps-plein (35 heures).

La stagiaire sera sous la responsabilité du Président de l'Institution Adour, Monsieur Paul CARRERE, et encadrée par un maître de stage, Monsieur Stéphane SIMON, responsable du service Ressource en eau, en charge du suivi qualité des eaux et de la problématique des cyanobactéries.



Conformément à la législation française, la stagiaire recevra une gratification.

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- D'approuver les termes du projet de convention tel que ci-annexé,
- D'autoriser le Président à signer la convention ainsi que tout document afférent.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 18 mars 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE

Convention de stage n° 22678 entre

Nota : pour faciliter la lecture du document, les mots "stagiaire", "enseignant référent", "tuteur de stage", "représentant légal", et "étudiant" sont utilisés au masculin.

<p>1 - L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT ou DE FORMATION</p> <p>Nom : Université de Pau et des Pays de l'Adour Adresse : BP 576 64012 Pau Tél : Représenté par (signataire de la convention) : Nadia MEKOUAR-HERTZBERG Qualité du représentant : Vice - Présidente Formation et Vie Universitaire Composante/UFR : STEE - COTE BASQUE Adresse (si différente de celle de l'établissement) : Allée du Parc Montaury 64600 ANGLET Tél : 05 59 57 44 03 Mél :</p>	<p>2 - L'ORGANISME D'ACCUEIL</p> <p>Nom : INSTITUTION ADOUR Adresse : 38 Rue Victor Hugo 40025 MONT-DE-MARSAN FRANCE Représenté par (nom du signataire de la convention) : Mr CARRERE Paul Qualité du représentant : Président de l'Institution Adour Service dans lequel le stage sera effectué : SERVICE RESSOURCE EN EAU Tél : 0558461870 Mél : secretariat@institution-adour.fr Lieu du stage (si différent de l'adresse de l'organisme) : 38 rue victor hugo 40025 MONT-DE-MARSAN FRANCE</p>
--	---

<p>3 - LE STAGIAIRE</p>
<p>Nom : EL HARJANI Prénom : Hind Sexe : F Né(e) le : 24/02/1998 Numéro d'étudiant : 576792 Adresse : 9 avenue de Sainte-Croix, Appartement 6 64100 BAYONNE France Tél : 0652296410 Portable : 0652296410 Mél : hind.el-harjani@etud.univ-pau.fr INTITULÉ DE LA FORMATION OU CURSUS SUIVI DANS L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET VOLUME HORAIRE (ANNUEL OU SEMESTRIEL) : M1 (STAAE) commun aux parcours DYNEA et QUAMA Nombre d'heures de formation :</p>

<p>SUJET DE STAGE : Etat des lieux de la qualité des eaux sur le bassin versant de la Douze (32-40) et la problématique des cyanobactéries sur les réservoirs de l'institution Adour. Dates : du 29/03/2021 au 27/08/2021 Correspondant à 742 heures de présence effective dans l'organisme d'accueil et représentant une durée totale de 4 mois 18 jour(s) et 0 heure(s) Commentaire :</p>
--

<p>Encadrement du stagiaire par l'établissement d'enseignement</p> <p>Nom et prénom de l'enseignant référent : MERCHERMEK Nacira Tél : +33 559574442 Mél : nacira.merchermek@univ-pau.fr</p>	<p>Encadrement du stagiaire par l'organisme d'accueil</p> <p>Nom et prénom du tuteur de stage : SIMON Stephane Fonction : Responsable du service ressource en eau Tél : 0685522913 Mél : stephane.simon@institution-adour.fr</p>
---	---

<p>Caisse Primaire d'Assurance Maladie à contacter en cas d'accident (lieu de domicile de l'étudiant sauf exception) :</p>
--



Vu le code de la santé publique notamment ses articles L. 3131-1 et suivants ;
 Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 124-1 à L. 124-20, L. 612-11 et D. 124-1 à D. 124-20 ;
 Vu le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 242-4-1, L. 412-8 et D. 242-2-1 ;
 Vu le code du travail et notamment ses articles L. 1221-13 et D. 1221-23 et suivants ;
 Vu la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire
 Vu le protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie de Covid19 du 31 août 2020
 Vu la consultation de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire et l'avis du Conseil d'administration de l'établissement ;

Préalable :

Stages en France : Compte-tenu des circonstances exceptionnelles dues à la pandémie de Covid 19, il est entendu entre les parties qu'elles auront vérifié au préalable que les missions confiées au stagiaire se prêtent à un travail en présentiel et/ou à distance et qu'il dispose du matériel adéquat.

Les tuteurs vérifient la possibilité d'utilisation par les parties d'outils de communication adéquats.

Le stage ne pourra être réalisé en présentiel que dans le strict respect du [protocole national du 31 août 2020](#) et de toute disposition hygiène, sécurité et santé applicable à l'organisme d'accueil.

Il est entendu entre les parties qu'en cas de confinement, le stage basculera automatiquement en stage à distance ou fera l'objet d'une suspension par avenant en cas d'impossibilité de stage à distance.

Les stages des étudiants des [filières médicales](#) et [paramédicales](#) font l'objet de dispositions spécifiques.

Une visite médicale sera automatiquement organisée pour tous les étudiants exposés à un risque pendant leur stage.

Contact de la médecine préventive : _____

Stages à l'étranger : Compte-tenu des circonstances exceptionnelles dues à la pandémie de Covid 19, il est entendu entre les parties qu'elles auront vérifié au préalable que :

- Si le stage a lieu en présentiel, une assurance spécifique rapatriement est contractée par le stagiaire pour le retour, en cas de confinement ou d'autres circonstances rendant impossible la poursuite du stage.
- Les missions confiées au stagiaire se prêtent à un travail en présentiel et/ou à distance et qu'il dispose du matériel adéquat.

Les tuteurs vérifient la possibilité d'utilisation par les parties d'outils de communication adéquats.

Le stage ne pourra être réalisé en présentiel que dans le strict respect de toute disposition hygiène, sécurité et santé applicable à l'organisme d'accueil.

Il est entendu entre les parties qu'en cas de confinement, le stage basculera automatiquement en stage à distance ou fera l'objet d'une suspension par avenant en cas d'impossibilité de stage à distance, en complément des modalités de rapatriement.

Le stagiaire s'engage sur l'honneur par la présente à se signaler avant son départ sur ARIANE : <https://pastel.diplomatie.gouv.fr/fildariane/dyn/public/login.html>

Le stagiaire atteint du Covid19 pendant son stage devra respecter les conditions prescrites dans le pays d'accueil, notamment en termes de quarantaine. L'établissement d'enseignement ne pourra pas être tenu de rapatrier le stagiaire.

Une visite médicale sera automatiquement organisée pour tous les étudiants exposés à un risque pendant leur stage.

Contact de la médecine préventive : _____

Contact en cas d'urgence : (autre que le stagiaire) : _____



Article 1 - Objet de la convention

La présente convention règle les rapports de l'organisme d'accueil avec l'établissement d'enseignement et le stagiaire.

Article 2 - Objectif du stage

Le stage correspond à une période temporaire de mise en situation en milieu professionnel au cours de laquelle le stagiaire acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue de l'obtention d'un diplôme ou d'une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil.

Le programme est établi par l'établissement d'enseignement et l'organisme d'accueil en fonction du programme général de la formation dispensée.

ACTIVITÉS CONFIÉES :

Contribuer à l'élaboration de l'état des lieux et du diagnostic sur la qualité des eaux et traiter la problématique des cyanobactéries.

Compétences à acquérir ou à développer :

Valorisation des données physico-chimiques et biologiques et rentrer en contact avec les différents acteurs.

Article 3 - Modalités du stage

La durée hebdomadaire de présence du stagiaire dans le lieu désigné dans l'entête sera de **35.00** heures sur la base d'un **Temps Plein**.

Il est interdit de confier au stagiaire des tâches dangereuses pour sa santé ou sa sécurité.

Si le stagiaire doit être présent dans l'organisme d'accueil ou dans le lieu désigné dans l'entête la nuit, le dimanche ou un jour férié, préciser les cas particuliers :

Article 4 - Accueil et encadrement du stagiaire

Le stagiaire est suivi par l'enseignant référent désigné dans la présente convention ainsi que par le service de l'établissement en charge des stages.

Le tuteur de stage désigné par l'organisme d'accueil dans la présente convention est chargé d'assurer le suivi du stagiaire et d'optimiser les conditions de réalisation du stage conformément aux stipulations pédagogiques définies.

MODALITÉS D'ENCADREMENT (visites, rendez-vous téléphoniques, etc..)

échanges de mails, échanges téléphoniques ou des visio-conférences

Si les conditions sanitaires le permettent : d'une part, le stagiaire est autorisé à revenir dans son établissement d'enseignement pendant la durée du stage pour y suivre des cours demandés explicitement par le programme, ou pour participer à des réunions (les dates sont portées à la connaissance de l'organisme d'accueil par l'établissement), d'autre part, l'organisme d'accueil peut autoriser le stagiaire à se déplacer, sauf pour les stages à l'étranger.

Toute difficulté survenue dans la réalisation et le déroulement du stage, qu'elle soit constatée par le stagiaire ou par le tuteur de stage, doit être portée à la connaissance de l'enseignant-référent et de l'établissement d'enseignement afin d'être résolue au plus vite.

Article 5 - Gratification - Avantages

En France, lorsque la durée du stage est supérieure à 308 heures consécutives ou non, celui-ci fait obligatoirement l'objet d'une gratification, sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises et pour les stages relevant de l'article L4381-1 du code de la santé publique.

Le montant horaire de la gratification est fixé à 15% du plafond horaire de la sécurité sociale défini en application de l'article L.241-3 du code de la sécurité sociale. Une convention de branche ou un accord professionnel peut définir un montant supérieur à ce taux.

La gratification due par un organisme de droit public ne peut être cumulée avec une rémunération versée par ce même organisme au cours de la période concernée.

La gratification est due sans préjudice du remboursement des frais engagés par le stagiaire pour effectuer son stage et des avantages offerts, le cas échéant, pour la restauration, l'hébergement, et le transport.

L'organisme peut décider de verser une gratification pour les stages dont la durée est inférieure ou égale à deux mois.

En cas de suspension ou de résiliation de la présente convention, le montant de la gratification due au stagiaire est proratisé en fonction de la durée du stage effectué.

La durée donnant droit à gratification s'apprécie compte tenu de la présente convention et de ses avenants éventuels, ainsi que du nombre de jours de présence effective du stagiaire dans le lieu indiqué.

LE MONTANT DE LA GRATIFICATION est fixé à **655.20** euros Net par mois.

Modalités de versement de la gratification : **Virement bancaire**



Article 5 bis - STAGES EN FRANCE Accès aux droits des salariés - Avantages

(Organisme de droit privé en France sauf en cas de règles particulières applicables aux françaises) :

Le stagiaire bénéficie des protections et droits mentionnés aux articles L.1121-1, L.1152-1 et L.1153-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés.

Le stagiaire a accès au restaurant d'entreprise ou aux titres-restaurants prévus à l'article L.3262-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés de l'organisme d'accueil. Il bénéficie également de la prise en charge des frais de transport prévue à l'article L.3261-2 du même code.

Le stagiaire accède aux activités sociales et culturelles mentionnées à l'article L.2323-83 du code du travail dans les mêmes conditions que les salariés.

L'organisme d'accueil s'engage à respecter toute directive sanitaire nationale ou sectorielle.

Article 5ter - STAGES EN FRANCE Accès aux droits des agents - Avantages

(Organisme de droit public en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises) :

Les trajets effectués par le stagiaire d'un organisme de droit public entre son domicile et son lieu de stage sont pris en charge dans les conditions fixées par le décret n°2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

Le stagiaire accueilli dans un organisme de droit public et qui effectue une mission dans ce cadre bénéficie de la prise en charge de ses frais de déplacement temporaire selon la réglementation en vigueur.

Est considéré comme sa résidence administrative le lieu du stage indiqué dans la présente convention.

Article 6 - Régime de protection sociale (maladie et accidents)

Pendant la durée du stage, le stagiaire reste affilié à son régime de Sécurité sociale antérieur. Il doit impérativement vérifier ses conditions de couverture maladie et fournir une attestation de couverture à son établissement d'enseignement au moment de la signature de la convention de stage et dans tous les cas avant le départ.

6.1 - Gratification d'un montant maximum de 15% du plafond horaire de la Sécurité sociale - protection par la France (voir conditions article 6.4):

La gratification n'est pas soumise à cotisation sociale conformément aux termes de l'article R412-4 du code de la Sécurité sociale.

Le stagiaire bénéficie de la législation sur les accidents de travail au titre de l'article L.412-8 2° du code de la Sécurité sociale.

En cas d'accident ou de maladie professionnelle survenant au stagiaire soit au cours d'activités dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur les lieux rendus utiles pour les besoins du stage et pour les étudiants en médecine, en chirurgie dentaire ou en pharmacie qui n'ont pas un statut hospitalier pendant le stage effectué dans les conditions prévues au b du 2e de l'article L.412-8 du code de la sécurité sociale, l'organisme d'accueil envoie la déclaration à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie ou la caisse compétente (voir adresse en page 1) en mentionnant l'établissement d'enseignement comme employeur, avec copie à l'établissement d'enseignement.

6.2 - Gratification supérieure à 15 % du plafond horaire de la Sécurité sociale : LE STAGIAIRE N'EST PAS COUVERT PAR LA FRANCE POUR LES STAGES A L'ETRANGER AVEC GRATIFICATION SUPERIEURE AU PLAFOND LEGAL

Les cotisations sociales sont calculées sur le différentiel entre le montant de la gratification et 15 % du plafond horaire de la Sécurité sociale.

L'étudiant bénéficie de la couverture légale en application des dispositions des articles L.411-1 et suivants et de l'article R412-4 du code de la Sécurité sociale.

En cas d'accident survenant au stagiaire soit au cours des activités dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur des lieux rendus utiles pour les besoins de son stage, l'organisme d'accueil effectue toutes les démarches nécessaires auprès de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et informe l'établissement dans les meilleurs délais.

6.3 - Protection maladie du stagiaire à l'étranger :

1) Protection issue du régime français

- pour les stages au sein de l'Espace Economique Européen (EEE) effectués par les étudiant(e)s de nationalité d'un pays membre de l'Union Européenne, l'étudiant doit demander la Carte Européenne d'Assurance Maladie (CEAM).

- pour les stages effectués au Québec par les étudiants de nationalité française, l'étudiant doit demander le formulaire SE401Q (104 pour les stages en entreprise, 106 pour les stages en université) ;

Dans tous les autres cas de figure:

Les stagiaires qui engagent des frais de santé à l'étranger peuvent être remboursés auprès de la mutuelle qui leur tient lieu de Caisse de Sécurité Sociale Etudiante, au retour et sur présentation des justificatifs : le remboursement s'effectue alors sur la base des tarifs de soins français, des écarts importants peuvent exister. Il est donc fortement recommandé au stagiaire de souscrire une assurance maladie complémentaire spécifique, valable pour le pays et la durée du stage, auprès de l'organisme d'assurance de son choix (mutuelle étudiante, mutuelle des parents, compagnie privée ad hoc...). Exception : si l'organisme d'accueil fournit au stagiaire une couverture Maladie en vertu des dispositions du droit local (voir 2 ci-dessous), alors le stagiaire peut choisir de bénéficier de cette protection Maladie locale. Avant d'effectuer un tel choix, il vérifiera l'étendue des garanties proposées.

2) Protection issue de l'organisme d'accueil

En cochant la case appropriée, l'organisme d'accueil indique ci-après s'il fournit une protection Maladie au stagiaire, en vertu du droit local :

☐ **OUI** (celle-ci s'ajoute au maintien, à l'étranger, des droits issus du régime français)

☐ **NON** (la protection découle alors exclusivement du maintien, à l'étranger, des droits issus du régime français)

Si aucune case n'est cochée, le 6.3-1 s'applique.



6.4 - Protection Accident du Travail du stagiaire à l'étranger

1) Pour pouvoir bénéficier de la législation française sur la couverture accident de travail, le

- être d'une durée au plus égale à 12 mois
- ne donner lieu à aucune rémunération susceptible d'ouvrir des droits à une protection accident de travail dans le pays étranger
- se dérouler exclusivement dans l'organisme d'accueil partie à la présente convention
- se dérouler exclusivement dans le pays étranger cité.

Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, l'organisme d'accueil s'engage à cotiser pour la protection du stagiaire et à faire les déclarations nécessaires en cas d'accident de travail.

2) La déclaration des accidents de travail incombe à l'établissement d'enseignement qui doit en être informé par l'organisme d'accueil par écrit dans un délai de 48 heures.

3) La couverture concerne les accidents survenus :

- dans l'enceinte du lieu du stage et aux heures du stage,
- sur le trajet aller-retour habituel entre la résidence du stagiaire sur le territoire étranger et le lieu du stage,
- sur le trajet aller-retour (début et fin de stage) du domicile du stagiaire situé sur le territoire français et le lieu de résidence à l'étranger,
- dans le cadre d'une mission confiée par l'organisme d'accueil et obligatoirement sur ordre de mission,

4) Pour le cas où l'une seule des conditions prévues au point 6.4-1) n'est pas remplie, l'organisme d'accueil s'engage par la présente convention à couvrir le stagiaire contre le risque d'accident de travail, de trajet et les maladies professionnelles et à en assurer toutes les déclarations nécessaires.

5) Dans tous les cas :

- si l'étudiant est victime d'un accident de travail durant le stage, l'organisme d'accueil doit impérativement signaler immédiatement cet accident à l'établissement d'enseignement ;
- si l'étudiant remplit des missions limitées en dehors de l'organisme d'accueil ou en dehors du pays du stage, l'organisme d'accueil doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour lui fournir les assurances appropriées.

Article 7 - Responsabilité et assurance

L'organisme d'accueil et le stagiaire déclarent être garantis au titre de la responsabilité civile.

Lorsque l'organisme d'accueil met un véhicule à la disposition du stagiaire, il lui incombe de vérifier préalablement que la police d'assurance du véhicule couvre son utilisation par un étudiant.

Lorsque dans le cadre de son stage, l'étudiant utilise son propre véhicule ou un véhicule prêté par un tiers, il déclare expressément à l'assureur dudit véhicule et, le cas échéant, s'acquitte de la prime y afférente. Dans le cadre d'un stage à son domicile, l'étudiant qui utilise son propre matériel le déclare à son assureur et, le cas échéant, s'acquitte de la prime afférente.

Article 8 - Discipline

Le stagiaire est soumis à la discipline et aux clauses du règlement intérieur qui lui sont applicables et qui sont portées à sa connaissance avant le début du stage, notamment en ce qui concerne les horaires et les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans l'organisme d'accueil. Le stagiaire s'engage à signaler tout dysfonctionnement en termes d'hygiène et de sécurité à son organisme d'accueil ET à son établissement d'enseignement supérieur.

Toute sanction disciplinaire ne peut être décidée que par l'établissement d'enseignement. Dans ce cas, l'organisme d'accueil informe l'enseignant référent et l'établissement des manquements et fournit éventuellement les éléments constitutifs.

En cas de manquement particulièrement grave à la discipline, l'organisme d'accueil se réserve le droit de mettre fin au stage tout en respectant les dispositions fixées à l'article 9 de la présente convention.

Article 9 - Congés - Interruption du stage

En France (sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises ou dans les organismes de droit public), en cas de grossesse, de paternité ou d'adoption, le stagiaire bénéficie de congés et d'autorisations d'absence d'une durée équivalente à celle prévues pour les salariés aux articles L.1225-16 à L.1225-28, L.1225-35, L.1225-37, L.1225-46 du code du travail.

Pour les stages dont la durée est supérieure à deux mois et dans la limite de la durée maximale de 6 mois, des congés ou autorisations d'absence sont possibles.

Pour toute autre interruption temporaire du stage (maladie, absence injustifiée...) l'organisme d'accueil avertit l'établissement d'enseignement par courriel.

Toute interruption du stage, est signalée aux autres parties à la convention et à l'enseignant référent. Une modalité de validation est mise en place le cas échéant par l'établissement. En cas d'accord des parties à la convention, un report de la fin du stage est possible afin de permettre la réalisation de la durée totale du stage prévue initialement. Ce report fera l'objet d'un avenant à la convention de stage. Un avenant à la convention pourra être établi en cas de prolongation du stage sur demande conjointe de l'organisme d'accueil et du stagiaire, dans le respect de la durée maximale du stage fixée par la loi (924 heures).



Article 10 - Devoir de réserve et confidentialité

Le devoir de réserve est de rigueur absolue et apprécié par l'organisme d'accueil compte-tenus donc l'engagement de n'utiliser en aucun cas les informations recueillies ou obtenues pour en faire publication, communication à des tiers sans accord préalable de l'organisme d'accueil, y compris le rapport de stage. Cet engagement vaut non seulement pour la durée du stage mais également après son expiration. Le stagiaire s'engage à ne conserver, emporter, ou prendre copie d'aucun document ou logiciel, de quelque nature que ce soit, appartenant à l'organisme d'accueil, sauf accord de ce dernier.

Dans le cadre de la confidentialité des informations contenues dans le rapport de stage, l'organisme d'accueil peut demander une restriction de la diffusion du rapport, voire le retrait de certains éléments confidentiels.

Les personnes amenées à en connaître sont contraintes par le secret professionnel à n'utiliser ni ne divulguer les informations du rapport.

Article 11 - Propriété intellectuelle

En France, conformément au code de la propriété intellectuelle, dans le cas où les activités du stagiaire donnent lieu à la création d'une œuvre protégée par le droit d'auteur ou la propriété industrielle (y compris un logiciel), si l'organisme d'accueil souhaite l'utiliser et que le stagiaire en est d'accord, un contrat devra être signé entre le stagiaire (auteur) et l'organisme d'accueil.

Le contrat devra alors notamment préciser l'étendue des droits cédés, l'éventuelle exclusivité, la destination, les supports utilisés et la durée de la cession, ainsi que, le cas échéant, le montant de la rémunération due au stagiaire au titre de la cession. Cette clause s'applique quel que soit le statut de l'organisme d'accueil.

Article 12 - Fin de stage - Rapport - Evaluation

1) Attestation de stage : à l'issue du stage, l'organisme d'accueil délivre une attestation dont le modèle figure en annexe, mentionnant au minimum la durée effective du stage et, le cas échéant, le montant de la gratification perçue. Le stagiaire devra produire cette attestation à l'appui de sa demande éventuelle d'ouverture de droits au régime général d'assurance vieillesse prévue à l'art. L.351-17 du code de la sécurité sociale.

2) Qualité du stage : à l'issue du stage, les parties à la présente convention sont invitées à formuler une appréciation sur la qualité du stage. Le stagiaire transmet au service compétent de l'établissement d'enseignement un document dans lequel il évalue la qualité de l'accueil dont il a bénéficié au sein de l'organisme d'accueil. Ce document n'est pas pris en compte dans son évaluation ou dans l'obtention du diplôme ou de la certification.

3) Évaluation de l'activité du stagiaire : à l'issue du stage, l'organisme d'accueil renseigne une fiche d'évaluation de l'activité du stagiaire qu'il retourne à l'enseignant référent (ou préciser si fiche annexe ou modalités d'évaluation préalablement définies en accord avec l'enseignant référent).

4) Modalités d'évaluation pédagogiques : **Rapport de Stage, Soutenance**

NOMBRE D'ECTS (le cas échéant) :

5) Le tuteur de l'organisme d'accueil ou tout membre de l'organisme d'accueil appelé à se rendre dans l'établissement d'enseignement dans le cadre de la préparation, du déroulement et de la validation du stage ne peut prétendre à une quelconque prise en charge ou indemnisation de la part de l'établissement d'enseignement.

Article 13 - Droit applicable - Tribunaux compétents

La présente convention est régie exclusivement par le droit français.

Tout litige non résolu par voie amiable sera soumis à la compétence de la juridiction française compétente.

FAIT À le

POUR L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT

Viseur du centre, par délégation, **Nadia MEKOUAR-HERTZBERG**

POUR L'ORGANISME D'ACCUEIL

Paul CARRERE

STAGIAIRE (ou son représentant légal le cas échéant)

Hind EL HARJANI

L'enseignant référent du stagiaire

Nacira MERCHERMEK

Le tuteur de stage de l'organisme d'accueil

Stephane SIMON